

Rwanda

Juvénal Habyarimana, « l'homme viril »

Le Monde, 8 avril 1994, page 3

A ses débuts, les Rwandais l'avaient fièrement surnommé le « *"mugabo" l'homme viril* ». Il faudrait « *que le chef ne soit plus considéré comme étant au-dessus des autres, mais un parmi les autres, et un serviteur* », disait-il en 1988, quinze ans après son arrivée au pouvoir, à une époque où il bénéficiait encore d'une certaine audience.

Mais le général-major Juvénal Habyarimana a commencé à perdre de son aura en 1991 avec l'introduction du multipartisme, qui a sonné le glas de son hégémonie. Son parti, dont tout Rwandais, à l'origine, était « *membre de droit et de devoir* », ne garda dès lors de son influence que dans le nord du pays.

Juvénal Habyarimana est né le 8 mars 1937 au sein d'une famille hutue. Il entre à l'École des officiers de Kigali, dont il sort major de la première promotion en décembre 1960. Il gravira ensuite tous les échelons, jusqu'à devenir chef d'état-major général, puis ministre de la police et homme de confiance du président Grégoire Kayibanda. Le 5 juillet 1973, il renverse, sans effusion de sang, le chef de l'État. Le pouvoir était très affaibli : cinq mois plus tôt, des affrontements entre étudiants hutus et tutsis avaient fait trois cents morts. Les débuts du général-président sont prometteurs : il s'efforce de donner à son régime militaire une large assise populaire et de faire oublier le vieil antagonisme entre la minorité tutsie, au pouvoir à l'époque monarchique et coloniale, et la majorité hutue. En 1975, il crée dans ce but le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND), qui sera le seul parti autorisé jusqu'en 1990. Le mouvement veut rassembler « *le peuple rwandais tout entier en vue de mieux réaliser son développement* ». Il y réussit dans un premier temps, notam-

ment grâce à son éloquence.

Régime autocratique

Mais le régime ne va pas tarder à devenir autocratique. D'abord à l'intérieur, où Juvénal Habyarimana privilégie les ressortissants du nord du pays au détriment de ceux du sud. Ensuite vis-à-vis de l'extérieur, lorsqu'il ferme les frontières aux centaines de milliers de Tutsis, en exil depuis 1959, qui réclament leur retour sur la terre de leurs ancêtres. Son argumentation : « *Le Rwanda est un pays surpeuplé, il n'y a pas un seul centimètre carré de libre.* » Mal lui en prend : en octobre 1991, les Tutsis réfugiés en Ouganda lancent une attaque dans le nord du pays.

Pendant trois ans, la guerre oppose le Front patriotique rwandais (FPR) à l'armée gouvernementale. En février 1993, une commission d'enquête internationale met en cause le maître de Kigali en dénonçant des massacres de populations tutsies.

Le conflit le contraint à signer, le 4 août 1993, les accords de paix d'Arusha (Tanzanie), qui reconnaissent aux réfugiés rwandais le droit de retourner dans leur pays, et leur promettent une intégration au sein du gouvernement et dans l'armée. Mais une partie des accords restera lettre morte, du fait, notamment des réticences du président.